



Date de dépôt : 18 mai 2026

Rapport

de la commission de l'environnement et de l'agriculture chargée d'étudier la proposition de motion de Geoffray Sirolli, Murat-Julian Alder, Thierry Oppikofer, Philippe Meyer, Francine de Planta, Pierre Conne, Yvan Zweifel, Alexis Barbey, Jean-Pierre Pasquier, Raphaël Dunand, Jacques Jeannerat, Lionel Dugerdil, Florian Dugerdil, Jean-Marc Guinchard, Diane Barbier-Mueller, Patricia Bidaux, Fabienne Monbaron, François Wolfisberg, Natacha Buffet-Desfayes, Jacques Blondin, Thierry Arn, François Erard, Rémy Burri, Charles Poncet, Michael Andersen, Alexandre de Senarclens pour une simplification de la charge administrative des agriculteurs

Rapport de François Erard (page 3)

Proposition de motion

(3011-A)

pour une simplification de la charge administrative des agriculteurs

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- la colère du milieu agricole ;
- les nombreuses manifestations, depuis début 2024, des agriculteurs genevois, dans notre canton ;
- la complexification du cadre légal entourant l’agriculture ;
- l’augmentation constante de la bureaucratie liée à la politique agricole et de la charge administrative des exploitations agricoles ;
- que les exploitations agricoles et les familles paysannes souffrent de l’augmentation des contraintes ;
- que Genève s’est doté d’un cadre légal cantonal pour promouvoir l’agriculture ;
- que notre canton souhaite favoriser une agriculture durable¹ ;
- la résolution 1031 « pour que la colère des paysannes et des paysans suisses ne reste pas lettre morte »²,

invite le Conseil d’Etat

- à intervenir auprès de la Confédération, notamment dans le contexte des consultations de politique agricole, pour rappeler à l’autorité fédérale la nécessité d’agir en matière de simplification des dispositions administratives ;
- à examiner, en collaboration avec AgriGenève, la possibilité d’instaurer une « veille » permettant de recueillir les témoignages des difficultés administratives rencontrées par les agricultrices et agriculteurs dans le cadre de leurs activités, d’examiner en continu avec les offices concernés les éventuelles mesures correctives susceptibles d’être apportées, ainsi que de mieux sensibiliser les offices peu en contact avec le monde agricole aux réalités et contraintes propres à ce secteur.

¹ <https://www.ge.ch/dossier/agriculture-proximite-qualite>

² <https://ge.ch/grandconseil/data/texte/R01031.pdf>

Rapport de François Erard

1. Contexte

A la suite de l'adoption par le peuple suisse, en juin 1996, de l'article 104 de la Constitution fédérale, la Confédération a ancré dans sa politique agricole le principe des paiements directs. Ainsi, le revenu des paysannes et des paysans est constitué d'une part du produit de la vente du fruit de leurs récoltes et d'autre part de contributions pour la mise en œuvre de prestations d'intérêt général (occupation décentralisée du territoire, promotion de la biodiversité, détention d'animaux respectueuse des espèces...). Ces paiements directs sont versés à condition que l'exploitant apporte la preuve qu'il satisfait à tout un catalogue d'exigences, toute prestation faisant l'objet de contrôles.

Dès 2017, la Constitution fédérale s'est encore enrichie d'un article 104a qui ancre le principe de la sécurité alimentaire de la population.

Or, pour la mise en œuvre de ses politiques agricoles et au fil de ses révisions ajoutant à chaque fois de nouvelles couches de mesures, l'administration fédérale a donné naissance à un monstre administratif. Charge aux cantons d'en assurer le contrôle et aux paysannes et paysans de consacrer des heures à remplir moult documents pour satisfaire aux exigences d'une centaine de mesures contenues dans l'ordonnance sur les paiements directs.

A chaque révision de la législation agricole et des ordonnances y relatives, les associations professionnelles paysannes ont demandé à la Confédération qu'elle allège ce fardeau administratif. Or, malgré ces réitérées demandes, c'est bel et bien le contraire qui s'est produit.

Trop c'est trop et, le 12 février 2024, les milieux agricoles remettaient à Berne une pétition munie de 65 000 signatures demandant entre autres de stopper l'inflation de travaux administratifs et de tenir compte de la réalité de terrain avant l'introduction de nouvelles mesures.

Si la politique agricole se fait principalement à Berne, l'OCAN a pour charge de s'assurer de sa bonne application à Genève. Le canton de Vaud ayant annoncé, via sa ministre chargée de l'agriculture, s'engager à faire baisser de 30% les contrôles qui surchargent les paysannes et les paysans, la motion 3011 propose que Genève, à l'instar du canton de Vaud, empoigne la problématique de la surcharge administrative en agriculture et apporte des solutions pour y remédier.

Il a également été constaté, sur la base d'une étude d'Avenir Suisse de 2021, d'une part que le nombre de fonctionnaires employés par l'OCAN par agriculteurs était particulièrement élevé à Genève et d'autre part que la

majorité des cantons dépensent moins de 6000 francs en frais de personnel par exploitation agricole, alors qu'à Genève ce montant s'élève à environ 11 000 francs.

Pour terminer, plusieurs témoignages d'agricultrices et d'agriculteurs, se plaignant de chicanes bureaucratiques et de lenteurs exagérées dans la gestion de leurs demandes auprès du département, ont également motivé le dépôt de cette proposition de motion.

2. Travaux de la commission

La commission de l'environnement et de l'agriculture a étudié la proposition de motion 3011 lors de huit séances, entre le 7 novembre 2024 et le 23 avril 2026. Elle a auditionné, outre l'auteur de la motion, des collaborateurs de l'OCAN, la présidente et la directrice d'AgriGenève, un représentant d'Uniterre et MM. les conseillers d'Etat Antonio Hodgers puis Nicolas Walder.

M^{me} Christine Hislair, secrétaire générale adjointe, a accompagné la commission dans ses travaux.

Les procès-verbaux ont été rédigés avec précision par M^{me} Clara Veuthey et M. Jean Karim Asper qui sont ici remerciés de leur travail.

Lors de l'audition des représentants de l'OCAN, ces derniers ont affirmé que la grande majorité de la politique agricole se faisant à Berne, y compris les exigences en matière de documents à fournir par les agriculteurs, la marge de manœuvre du canton s'en trouve dès lors très restreinte. Elle l'est d'autant plus qu'il faut répondre à des contraintes administratives internes à l'Etat de Genève. S'agissant du nombre de fonctionnaires par agriculteur, particulièrement important à Genève en comparaison avec d'autres cantons, elle doit être pondérée. En effet, chaque administration cantonale se voit attribuer la gestion et l'exécution de tâches fort différentes.

Du côté d'AgriGenève, il y a une nécessité de tendre vers de l'efficience et la simplification administrative pour alléger le quotidien des agriculteurs d'une charge harassante. Au niveau des contrôles, viennent s'ajouter à ceux de l'OCAN plus particulièrement liés à l'application de la politique agricole, ceux du SCAV ou encore de la marque GRTA. A ceci, il faut encore ajouter les tracasseries liées au trafic rural frontière ou encore aux contrôles de l'OCIRT.

Les auditions avec les conseillers d'Etat Antonio Hodgers puis Nicolas Walder ont confirmé que la marge de manœuvre du canton était restreinte. De surcroît, les problématiques exposées n'étaient pas limitées à l'OCAN mais également liées à d'autres offices du DT ou d'autres départements, ou encore à certaines commissions extraparlimentaires. Cependant, la nécessité de

renforcer les discussions entre le DT et les milieux paysans via leurs organisations professionnelles s'est avérée être une solution indispensable pour anticiper les problèmes et prévenir les situations conflictuelles. Cet espace de discussion permettrait d'identifier factuellement les difficultés administratives rencontrées par les agriculteurs et de rechercher des mesures de simplification. Ces rencontres pourraient se substituer à la rédaction du rapport annuel demandé par la proposition de motion.

Sur la base de cette proposition, le DT a reformulé les invites de la motion initiale (ci-après page 26).

Une délégation de représentants agricole de la commission a rencontré à deux reprises le DT pour débattre de la thématique de la simplification administrative.

De son côté, AgriGenève a mené une enquête auprès de ses membres afin d'établir un cahier de doléances qui a été transmis à l'OCAN.

Lors de sa dernière séance, la commission a décidé, à l'unanimité, de ne garder que les deux dernières invites proposées par le DT, observant que les demandes exprimées par les trois premières de la proposition de motion étaient déjà réalisées.

Séance du 7 novembre 2024

Audition de M. Geoffrey Sirolli, auteur de la motion

M. Sirolli explique que cette motion fait suite à la révolte agricole genevoise. Selon lui, cette révolte représente un appel de détresse de la part des agriculteurs. Il rappelle que les revendications agricoles portaient sur trois objets : 1. meilleure rémunération ; 2. pas de contraintes supplémentaires sans paiement supplémentaires ; 3. moins de bureaucratie. Il explique que c'est sur ce troisième point que se concentre cette motion. Il déclare que la motion a pour objectif de diminuer la bureaucratie imposée aux agriculteurs par notre administration. Il est conscient que la bureaucratie vient principalement de Berne et que l'ensemble du cadre légal, notamment les paiements directs, est fédéral. Toutefois, il déclare que la mise en œuvre de ces mesures est cantonale. Selon lui, à Genève, la lecture des lois fédérales en la matière est plus stricte que dans les autres cantons. Il donne l'exemple du canton de Vaud qui, à la suite de cette révolte agricole, a pris la décision de diminuer de plus de 30% les contrôles administratifs aux agriculteurs et d'étudier une éventuelle réforme du système qui permettrait de diminuer la pression administrative pesant sur les épaules de ces derniers. Il présente une étude d'Avenir Suisse, datant de 2021, qui compare les différentes pratiques cantonales en la matière. Il se concentre tout d'abord sur la charge de personnel par exploitation, par

canton. Il montre que Genève a une charge administrative particulièrement élevée par rapport aux autres cantons. Il montre ensuite un autre graphique : le nombre d'ETP chargés d'effectuer ces contrôles, par rapport au nombre d'agriculteurs. Il explique qu'à Saint-Gall, pour un fonctionnaire, il y a 400 exploitations, alors qu'à Genève, il y a 1 ETP pour 40 exploitations. Il affirme que cette motion demande de rédiger un rapport afin d'examiner quelles pistes seraient envisageables pour diminuer cette pression administrative envers les agriculteurs genevois. Il propose l'audition d'AgriGenève. Il invite également la commission à visionner l'émission Temps présent où M. Dugerdil a été interviewé sur le sujet. Il déclare avoir eu la chance de sortir du système des paiements directs. Il affirme que sa vie professionnelle a radicalement changé. Il passe plus de temps à développer son entreprise, à améliorer ses contacts avec ses clients et a beaucoup moins de charges administratives. Il précise que cette motion n'est pas une critique envers l'OCAN. Le but est d'améliorer la situation genevoise. Il mentionne également le SCAV. Il déclare qu'il est compliqué par rapport à d'autres cantons d'avoir des animaux à Genève. Il pense que le fait que nous sommes dans un canton-ville implique que les fonctionnaires ont moins l'habitude de la campagne. Selon lui, le SCAV a plus l'habitude de traiter des problématiques liées aux chiens et aux chats plutôt qu'aux bovins et aux moutons par exemple.

Question des députés

Un député (S) se questionne sur la potentielle réduction des contrôles imposés aux agriculteurs. Il demande si ces contrôles sont contraignants, en matière de temps et de démarches administratives, pour l'agriculteur. Selon lui, les contrôles servent à vérifier que les conditions sont respectées. Il pense qu'ils sont nécessaires. Il demande si M. Sirolli pense que les contrôles sont trop lourds administrativement ou alors trop nombreux.

M. Sirolli répond qu'un agriculteur est contrôlé sur une multitude d'aspects. Il déclare qu'il est impossible d'être 100% en règle sur tous ces aspects. Il affirme qu'on leur demande de tenir, par exemple, des journaux de bord. Il précise que, s'ils devaient respecter toutes les exigences demandées, ils passeraient entre 4 et 5 heures par jour devant un ordinateur. Selon lui, plus il y aura de contrôles, plus on trouvera des choses qui ne sont pas en règle et plus on diminuera les paiements directs. Il déclare que tout ce système met une pression extrêmement forte sur les agriculteurs.

Un député (UDC) demande s'il pense que Genève applique les directives fédérales avec bienveillance vis-à-vis des agriculteurs ou alors avec excès de zèle.

M. Sirolli estime qu'il est difficile de répondre, car cela dépend de l'administration et du fonctionnaire en charge.

Le même député (UDC) revient sur l'importance du développement des entreprises agricoles. Il rappelle le crédit de 40 millions de francs qui a été voté, dans le but de s'inscrire dans le développement durable. Il demande à M. Sirolli s'il se sent épaulé par l'administration, notamment par l'OCAN, lorsqu'il souhaite développer son entreprise et qu'il demande, par exemple, des autorisations de construire.

M. Sirolli répond que, s'il souhaite améliorer sa ferme, il doit effectivement faire face à des contraintes administratives. Etant donné la politique d'aménagement du territoire genevois, il est assez complexe de construire à Genève. Selon lui, parfois, leurs fermes sont considérées comme un beau patrimoine et on leur demande d'utiliser certains matériaux, certains tons de couleurs, etc. Toutefois, il déclare que, lorsqu'ils essaient de valoriser leur ferme, certains disent qu'ils ne font plus de l'agriculture, mais du tourisme. Il dit se sentir accompagné, mais souhaite être moins embêté.

Le même député (UDC) revient sur les autorisations de construire. Il relève que des commissions comme la CMNS préavisent assez systématiquement défavorablement. Il demande s'ils se sentent soutenus par l'OCAN lorsqu'ils demandent une autorisation de construire.

M. Sirolli répond qu'il n'a pas réalisé beaucoup de projets. Il pense qu'il s'agit effectivement d'une problématique.

Une députée (Ve) soutient pleinement ce texte. Elle estime que les chiffres d'Avenir Suisse sont parlants. Elle se questionne sur l'impact réel que pourrait avoir le canton auprès de l'OFAG pour parvenir à réduire les tâches administratives. Elle demande s'il a des exemples concrets de la situation à Saint-Gall.

M. Sirolli répond qu'il n'est pas expert sur le sujet. Il pense que le fait qu'à Saint-Gall il y ait un fonctionnaire pour 400 exploitations veut dire qu'il y a forcément moins de surveillance qu'à Genève, alors que le cadre légal est le même dans les deux cantons.

La même députée (Ve) demande des exemples de certaines pressions de certains cantons auprès de la Confédération. Elle affirme être très proche des milieux des apprentis en agriculture. Elle constate que la part des cours sur l'administration prend de plus en plus d'ampleur dans les cursus. Elle relève une forme de dégoût de la profession due à ces tâches administratives qui prennent toujours plus de place. Elle a visionné le reportage Temps Présent et a relevé que les paiements directs représentent 2,8 milliards de francs par année. Elle déclare que ce chiffre est constant, depuis des années. Selon elle,

les charges sont toujours de plus en plus grosses et les subventions de plus en plus faibles. Elle demande à M. Sirolli si les cantons ont un réel pouvoir sur ces sujets.

M. Sirolli répond par la négative. S'agissant des normes, les exigences liées aux paiements directs sont fédérales. Toutefois, il déclare que la mise en œuvre de ces exigences est cantonale. Selon lui, il y a plusieurs lectures possibles d'un texte de loi et Genève comprend plus strictement certains éléments que d'autres cantons. Il pense que l'on peut faire mieux sur ce sujet.

Un député (S) entend la colère des agriculteurs et rappelle la résolution récente votée par le Grand Conseil. Il revient sur le système des paiements directs. Il déclare que les exploitations sont considérées comme des entreprises privées. Il rappelle que ceci exige le respect d'un cahier des charges qui peut être chronophage. Il demande si des associations professionnelles ou faïtières agricoles ont la possibilité de prendre contact avec l'administration cantonale ou si les agriculteurs s'adressent plutôt à titre individuel.

M. Sirolli répond qu'AgriGenève prend souvent contact avec l'administration cantonale pour le compte des agriculteurs. Toutefois, il mentionne une certaine crainte de la part des agriculteurs de s'adresser à l'administration. En effet, ces derniers peuvent craindre les répercussions et des contrôles incessants auprès de leur établissement.

Un député (S) revient sur l'étude d'Avenir Suisse présentée par M. Sirolli. Il déclare que l'OCAN n'est pas uniquement chargé de contrôler des fermes, or le seul ratio du graphique est le personnel par rapport au nombre de fermes. Il pense qu'il serait percutant de savoir combien de contrôles sont effectués sur chaque ferme, à Saint-Gall, à Genève, etc.

M. Sirolli entend cette remarque. Il réitère que le but de la motion n'est pas de pointer du doigt l'OCAN. Il rappelle que le canton de Vaud a décidé de prendre des mesures pour améliorer la situation, alors que ce canton se situe dans la moyenne suisse. Il déclare que le but de la motion est de se réunir et de discuter des éventuelles pistes d'amélioration.

Un député (LJS) est dérangé par le fait qu'il y avait avant un service d'agriculture et un office cantonal de la nature. Il demande si M. Sirolli estime que l'OCAN est à même de gérer l'interprétation des lois fédérales pour le territoire agricole genevois et si l'OCAN devrait repenser sa politique agricole.

M. Sirolli est totalement d'accord avec le député (LJS). Selon lui, c'est la raison d'être de cette motion.

Le même député (LJS) demande s'il a des pistes de solutions qui permettraient de réduire la charge administrative des agriculteurs.

M. Sirolli répond par la négative. Il pense qu'il faut commencer par diminuer les contraintes. Selon lui, il faut aussi se demander si on souhaite manger local et éviter l'importation des aliments ou alors si on souhaite que les agriculteurs soient derrière leurs écrans, à faire de l'administratif.

Un député (PLR) demande combien de contrôles sont effectués dans les autres cantons romands.

M. Sirolli ne le sait pas. Il rappelle que l'idée de la motion n'est pas de se soustraire à des contrôles. Il affirme que chaque canton a sa propre mise en œuvre des lois fédérales. Il souhaite que Genève analyse sa mise en œuvre et détermine ce qui peut être amélioré. Selon lui, les chiffres qu'il a présentés sont parlants. Il affirme que le nombre de contrôles dépend du type d'agriculture. Les agriculteurs ayant des bêtes sont soumis à beaucoup plus de contrôles. Selon lui, la problématique n'est pas réellement le nombre de contrôles, mais la pression subie par les agriculteurs. Il soulève un manque de compréhension des entités publiques face à la réalité du terrain. Il déclare que certaines exigences imposées sont totalement irréalisables.

Un député (UDC) rejoint M. Sirolli sur le manque de compréhension des entités publiques. Il déclare que le problème réside dans la paperasse liée à la politique agricole qui a deux effets pervers : les éloigner de leur mission première et augmenter massivement leur charge de travail. Il se demande si M. Sirolli pense que Genève applique et met en œuvre la politique agricole fédérale de manière moins bienveillante que d'autres cantons.

M. Sirolli répond par l'affirmative. Il pense qu'il faudrait questionner d'autres Chambres d'agriculture, notamment dans des cantons plus ruraux, car ils ont plus de bon sens et de connaissances sur l'agriculture.

Un député (MCG) demande quel est le niveau de formation agricole des fonctionnaires qui effectuent les contrôles. Il demande si ces derniers ont une connaissance du métier, car il pense que l'une des sources de cette incompréhension peut relever d'une méconnaissance des paramètres du métier par les contrôleurs.

M. Sirolli répond que tous les contrôleurs n'ont effectivement pas été agriculteurs, mais certains sont qualifiés. Il déclare que les milieux agricoles ressentent un manque de compréhension du terrain et un manque d'écoute.

Séance du 5 décembre 2024

Audition de M. Alexandre de Montmollin, directeur de la direction de l'agriculture, OCAN, et de M. Jean-Marc Sermet, chef du service paiements directs et développement rural, OCAN

M. de Montmollin déclare que la présentation restera dans le périmètre d'action de la direction générale de l'agriculture. Il rappelle que les agriculteurs ont des contacts réguliers avec d'autres services de l'Etat. Il indique que les contraintes administratives agricoles sont essentiellement liées aux versements de paiements directs, qui sont versés aux exploitations agricoles. Il déclare que les services administratifs s'occupant de l'agriculture ont évolué ces dernières années. Il mentionne la fusion des directions de l'agriculture et de la nature en 2016 et la réorganisation de l'office cantonal de l'agriculture et de la nature en trois directions « métiers », en 2024. Il explique qu'en matière de subventions, plus de 75% du budget dépend de la politique agricole fédérale. Les 25% cantonaux restants représentent la part cantonale liée aux subventions fédérales ou à des subventions d'organisations privées de vulgarisation ou de promotion agricole, via des contrats de prestations. Il relève qu'au niveau du droit fédéral agricole il existe environ 70 ordonnances d'application portant sur les paiements directs, les améliorations structurelles et les crédits d'investissements, la vulgarisation et la production. Il indique que la DAGr est composée de 17,3 ETP et non pas de 32 comme cela avait été mentionné dans l'étude d'Avenir Suisse. Il précise que la DAGr est composée de deux services et d'un pôle : le service de l'agronomie (8,15 ETP), qui est composé du pôle viticulture et du pôle production, vulgarisation et santé des végétaux ; le service paiements directs et développement rural (6 ETP), composé du pôle paiements directs et du pôle développement rural et améliorations structurelles. Il indique que c'est dans le service paiements directs et développement rural que les enjeux financiers sont centraux et que les sollicitations administratives sont les plus importantes pour les agriculteurs. Il mentionne enfin le pôle marché filière alimentaire et promotion du tourisme rural (2,15 ETP), qui dépend directement de la direction. S'agissant de la compétence des collaborateurs de l'OCAN en matière d'agriculture, il précise que les 90% des personnes faisant partie de l'organigramme de la DAGr ont des formations dans une production agricole. Il explique que le service de l'agronomie s'occupe de tout ce qui touche à la production (vulgarisation agricole, protection des plantes, organismes de quarantaine). Il affirme que le service des paiements directs et du développement rural s'occupe des questions de financement des paiements directs, des crédits d'investissements et des prêts. Il déclare que le dernier pôle s'occupe de la promotion et sensibilisation. Il indique qu'entre ces entités, il existe des projets transversaux. Il relève que

chaque canton suisse a une organisation différente en matière d'agriculture. Il explique qu'à Genève, par exemple, la vulgarisation agricole est déléguée à des organisations professionnelles privées, via des contrats de prestations. Il compare ceci au canton de Fribourg, où cette tâche est essentiellement étatique. Il donne l'exemple du canton de Vaud qui délègue un certain nombre de tâches, telles que les crédits d'investissement, à Prométerre (organisation privée). Selon lui, avant de comparer les cantons entre eux, il faut dresser un inventaire précis de l'organisation de chaque canton en matière d'agriculture. Il indique que le service des paiements directs correspond à 40,84 millions de francs. Il précise que ce chiffre est composé à 83% de fonds fédéraux et à 17% de fonds cantonaux.

M. Sermet donne des précisions sur le service paiements directs et développement rural. Il précise que l'essentiel du budget est de la subvention de fonctionnement. Il indique que ceci provient principalement des paiements directs. Il explique que ces paiements directs sont repartis sur les 231 exploitations éligibles au niveau cantonal. S'agissant des prestations et des contrôles, il indique que le dispositif légal est principalement fédéral. Il mentionne l'ordonnance sur la coordination des contrôles dans les exploitations agricoles. Il explique que ce texte conditionne l'ensemble des contrôles qui seront effectués au niveau cantonal. Il mentionne les deux législations principales qui sont visées par cette ordonnance : l'OPD et l'OCCP. Il évoque ensuite les deux textes cantonaux d'application : la LaOCEA et la RaOCEA. Il se concentre ensuite sur l'OCCEA qui traite tout d'abord des dispositions sur les paiements directs et sur les contributions à des cultures particulières dans le domaine agricole, mais qui va également s'appliquer aux ordonnances dans le domaine de la protection des eaux et aux ordonnances dans le domaine de la protection de l'air. Il précise qu'il existe deux types de contrôles : les contrôles de base et les contrôles selon le risque. S'agissant des contrôles de base, il précise que l'OCCEA prévoit que les exploitations doivent être contrôlées pour l'ensemble des mesures de politique agricole au moins une fois tous les huit ans. Il explique que ces contrôles doivent être fractionnés en deux fois. Dès lors, le contrôleur va se rendre dans les fermes tous les 4 ans au minimum. Il ajoute que l'OCCEA prévoit, s'agissant du bien-être animal, que 40% de ces contrôles de base doivent se faire sans préavis. Il affirme que les cantons doivent également veiller à coordonner les contrôles qui sont réalisés sur les exploitations agricoles de sorte que les exploitants ne soient pas contrôlés plus d'une fois par année. Il précise que tous les contrôles de base doivent se faire en présence de l'exploitant. Il se concentre ensuite sur les contrôles en fonction des risques. Il s'agit de contrôles qui sont liés à des manquements, à des soupçons de

manquements, à des changements réglementaires importants. Il ajoute que chaque année, l'Office fédéral de l'agriculture demande aux cantons d'avoir une attention particulière sur une thématique, décidée au niveau fédéral. Il présente ensuite le dernier cas de figure pour laquelle un exploitant peut être contrôlé : lors d'une inscription pour la première fois à une catégorie de paiements directs ou lors d'une réinscription. Il déclare que ce dispositif est très contraignant pour les cantons. Il affirme qu'ils ne disposent pas de marge de manœuvre. Il précise que le dispositif est le même pour tous les cantons et qu'il s'agit simplement de l'application du droit fédéral. Il ajoute que ces contrôles vont porter principalement sur l'application de l'ordonnance sur les paiements directs et de celle sur les contributions particulières. Il explique qu'au niveau des paiements directs, il existe un contrôle des prestations écologiques requises (cahier des charges de l'agriculteur). Il déclare que l'agriculteur va ensuite pouvoir s'inscrire à un certain nombre de types de paiements directs. Il se concentre ensuite sur le domaine des primes de cultures. Il énonce la rétribution des exploitants par rapport aux cultures particulières qu'il mettra en place (p. ex. primes pour la betterave sucrière). Il déclare que les contrôles sont effectués, non pas par l'OCAN, car ils ont délégué ces contrôles à AGRI-PIGE, à bio.inspecta et à la CoBrA qui est spécialisé dans les questions de bien-être animal. Il précise que ponctuellement l'OCAN fait quelques contrôles de jachères, des contrôles au niveau des réseaux agro-environnementaux et des contrôles au niveau de la date de fauche le 15 juin. Il explique que ces contrôles ne nécessitent pas la présence de l'exploitant. Il ajoute que les exploitations bio qui sont certifiées par le label Bourgeon sont contrôlées chaque année. Il rappelle qu'il existe également des contrôles de plus en plus importants au niveau des subventions à l'investissement. Il évoque la LIAD 2 qui impose des dispositions supplémentaires en matière de contrôle financier, notamment dû aux normes IPSAS.

M. de Montmollin affirme que la DAgr est contrainte d'un côté par les exigences de la Confédération et du canton et de l'autre côté par les attentes des agriculteurs. Il déclare que les agriculteurs reprochent souvent la lenteur de la gestion des dossiers. Il déclare que cela prend du temps de monter un dossier. Il rappelle également que la direction de l'agriculture, elle-même, est auditée, soit par le SAI, par la Cour des comptes et par la Confédération. Il rappelle que la DAgr a une faible marge de manœuvre pour simplifier l'administration, en raison de contraintes légales fédérales, cantonales et de contraintes administratives internes à l'Etat de Genève. Selon lui, si l'on parle de simplification de l'administration, il faut vérifier de quel périmètre on parle. Il rappelle que les agriculteurs dépendent également d'autres lois fédérales qui

imposent d'autres contraintes (droit du travail, affaires vétérinaires, autorisations de construire, etc.). Selon lui, une solution pourrait être de mettre en place une sorte de « main courante » auprès de la profession et de créer une chambre de doléances des agriculteurs. Il se dit être étonné d'avoir lu, dans l'un des PV de la commission, que les agriculteurs avaient peur de se plaindre auprès de la DAgr, craignant les répercussions.

Question des députés

Un député (Ve) demande ce que les auditionnés pensent des différentes invites. Il a l'impression que nous pouvons regrouper les invites en deux catégories : faire l'état de la situation et chercher ce que la DAgr pourrait faire pour simplifier la vie des agriculteurs.

M. de Montmollin répond qu'il comprend que les agriculteurs ont des soucis de simplification administrative. Il est conscient que les charges administratives créent un réel inconfort pour les agriculteurs. Il pense qu'il existe certainement des choses à modifier au niveau de la législation cantonale. Par ailleurs, il serait utile qu'une personne au sein de la DAgr collecte les différents problèmes des agriculteurs. Il faut pouvoir identifier si les problèmes relèvent du domaine fédéral ou du domaine cantonal. Si ce sont des problématiques fédérales, ils pourraient potentiellement faire remonter ces doléances au niveau de la Confédération. Si ce sont des problématiques cantonales, ils pensent qu'il faut déterminer s'ils ont des leviers d'action.

M. Sermet précise qu'il est important de bien identifier de quelles contraintes administratives on parle. Selon lui, ses collègues font tout ce qu'ils peuvent pour simplifier la vie des exploitants. Il explique que, dans le domaine des paiements directs, l'agriculteur n'est pas seul dans les démarches administratives. Il peut être accompagné par une collaboratrice d'AgriGenève. Il est conscient qu'il existe sûrement des lacunes dans le dispositif qui pose des problèmes aux agriculteurs, d'où l'idée de mettre en place un système permettant aux agriculteurs de relayer les informations.

Une députée (Ve) se questionne sur la raison qui explique que les cantons ne sont pas comparables. Elle se demande si certains cantons tentent également de diminuer cette charge administrative. De plus, elle constate qu'il y a une tendance à se mettre au bio car cela permet de recevoir plus de subventions. Toutefois, elle a compris que cela peut impliquer d'autres tâches administratives et des contrôles supplémentaires (p. ex. label Bourgeon), alors que ce sont des agricultures bénéfiques pour l'environnement. Elle se demande si ce système met plus de pression pour ceux qui se rapprochent d'une agriculture écologique.

M. de Montmollin rappelle que tous les cantons doivent respecter les mêmes règles fédérales, mais ils s'organisent différemment, notamment par rapport au nombre d'ETP. Il revient sur le propos de M^{me} Dittli qui avait annoncé une réduction de 30% des contrôles sur le canton de Vaud. Il précise que ceci concernait un type de contrôle particulier, lié au bien-être animal. Il indique qu'il faut distinguer les contrôles de droit privé et de droit public.

M. Sermet indique que les offices sont les premiers à subir l'augmentation de la charge administrative. Il déclare que la DAgr tente de simplifier le système au maximum. Il affirme que chaque fois qu'ils doivent prendre position sur des adaptations législatives fédérales, Genève demande des simplifications. Au niveau des contrôles, ils n'ont pas beaucoup de marge de manœuvre. Il explique que la plupart des contrôles sont délégués aux organisations professionnelles, ce qui crée des contrôles par les pairs. Au niveau des contrôles des labels, il explique qu'il ne s'agit pas de contrôles de droit public. Il affirme que ce sont des associations privées qui édictent leur charte. Il donne l'exemple du label Bourgeon qui a, lui-même, décidé que ses membres doivent être contrôlés chaque année. Il rappelle que, selon le droit fédéral, les contrôles doivent avoir lieu une fois tous les huit ans.

Un député (S) se demande si les agriculteurs qui sont multi-filières sont contrôlés à des périodes différentes sur chacune de leurs filières. Il se demande s'il est possible de coordonner les contrôles.

M. Sermet répond que cela est déjà le cas. Il affirme que les associations professionnelles se coordonnent et que les contrôles sont mutualisés. Il est toutefois d'accord avec le fait que la Confédération devrait faire preuve de souplesse, notamment sur la date du 15 juin. Malheureusement, la date est fixée dans la loi et une éventuelle marge de manœuvre cantonale n'existe pas.

Le même député (S) se questionne sur la dernière invite de la motion qui demande au canton de relayer ses doléances auprès de la Confédération. Il se demande si ceci est déjà le cas actuellement.

M. Sermet répond qu'à l'occasion de chacun des trains d'ordonnances, les cantons et les organisations professionnelles sont consultés. Il explique que c'est le Conseil d'Etat qui chapeaute la réponse fournie à la Confédération. Il affirme que la volonté de simplifier le système ressort à chacune de ces discussions. Toutefois, ceci n'est pas toujours assorti d'effet.

Un député (UDC) demande combien d'ETP il y a à la DAgr.

M. de Montmollin répond qu'il y en a 17,3, dont 6 ETP dans le service de M. Sermet.

Un député (LJS) se questionne sur l'interprétation de la politique agricole fédérale par le canton. Il a le sentiment que le canton manque de souplesse en

la matière et se demande si le canton a de la marge de manœuvre en la matière. Il se questionne également sur les échanges menés avec la Confédération. Il se demande si une personne particulière est attitrée à cette tâche et se demande si les échanges sont réguliers.

M. Sermet répond qu'il y a d'autres échanges réguliers, en dehors des consultations pour les ordonnances. Il explique que ce sont des échanges qui portent sur l'application du dispositif et non sur sa conception. La Confédération met en place des groupes de travail qui vont se questionner sur des thématiques. Ces groupes de travail se font en collaboration avec les hautes écoles, les universités, Agroscope et les organisations faïtières professionnelles.

Un député (MCG) demande si les cahiers des charges des agriculteurs sont contrôlés. Il demande s'il existe des contrôles OCPM. Il se questionne également sur d'éventuels contrôles sur les pesticides.

M. de Montmollin répond que le cahier des charges des champs dans lequel les producteurs consignent les interventions est contrôlé. Il ajoute que la DAgrr collabore avec le service du chimiste cantonal sur la thématique des résidus. Il précise que la qualité des produits à Genève est bonne. Au niveau du droit du travail, il déclare que c'est l'OCIRT qui fait des contrôles auprès des exploitations agricoles.

Séance du 5 décembre 2024 (suite)

Audition de M^{me} Patricia Bidaux, présidente d'AgriGenève, et de M^{me} Héloïse Candolfi, directrice d'AgriGenève

M^{me} Bidaux rappelle la politique agricole au niveau fédéral, qui est basée sur l'art. 104 Cst., sur la loi sur l'agriculture qui contient 188 articles et sur l'ordonnance (OPD) de plus de 156 pages. Elle explique les droits et devoirs des paysans et l'OPD. Elle affirme que 71 ordonnances réglementent l'activité agricole en Suisse et sont modifiées régulièrement. Elle déclare que l'agriculture est en constante réforme puisqu'elle est en lien avec le vivant et doit s'adapter constamment.

M^{me} Bidaux affirme que la politique agricole actuelle est celle qui a été créée en 2014. Elle précise que les politiques agricoles s'engagent pour une durée de 4 ans. Elle déclare qu'avant 2014, la politique agricole ne disposait que de quatre piliers. En 2014, un nouveau pilier a été introduit : la contribution à la qualité du paysage. Elle précise que les agriculteurs et le canton doivent constamment s'adapter à de nouvelles mesures. Elle présente ensuite la politique cantonale et évoque les objectifs stratégiques : préserver les terres agricoles cultivées, éviter le mitage du territoire, préserver la souveraineté

alimentaire, promouvoir les produits locaux (GRTA), gérer la croissance du label et produire des produits agricoles de qualité.

M^{me} Candolfi se concentre ensuite sur le fonctionnement de la LIAD 2. Selon elle, ce dispositif législatif est extrêmement complexe. Elle explique que la LIAD 2 est liée aux améliorations foncières, aux améliorations structurelles et aux crédits d'investissements. Elle déclare qu'il est compliqué pour un agriculteur de demander une aide au travers de la LIAD 2 sans connaître le montage de différentes lois pour obtenir la contribution à l'investissement demandé. Selon elle, n'importe quelle personne non initiée serait perdue dans ce système. AgriGenève doit donc effectuer un travail d'information auprès de ses membres.

M^{me} Bidaux se concentre ensuite sur les différentes invites de la motion. Elle déclare que les premières invites concernent l'administration cantonale et ne les concerne pas réellement. Elle affirme que, pour AgriGenève, il y a une nécessité d'aller vers de l'efficacité et de la simplification. Elle déclare que, peu importe l'exploitation, tous les agriculteurs et agricultrices se plaignent de la complexité du système. Sur l'invite qui demande la simplification de la charge administrative pour les agriculteurs en faisant le bilan de la législation cantonale, elle pense qu'il faudrait ajouter l'évaluation des conséquences en termes de charges administratives et le fait de supprimer les éventuels doublons.

M^{me} Candolfi explique que les exigences sont toujours plus pointues et cite l'exemple du potentiel de services. Elle explique que le potentiel de services est l'évaluation de la contribution à l'environnement des investissements effectués par le canton. Elle explique qu'il s'agit d'une notion nouvellement apparue dans la LIAD 2. Selon elle, cela complexifie largement le montage de dossier pour les requérants et complexifie le travail pour l'administration qui doit évaluer ces potentiels de services. Elle précise que ce potentiel de services a été demandé par la Cour des comptes et n'est pas propre à la LIAD 2. Selon elle, il s'agit d'un exemple qui démontre que le système est de plus en plus complexe.

M^{me} Bidaux, s'agissant de la réduction des contrôles imposés aux agriculteurs, pense qu'il pourrait y avoir une plus grande coordination entre les contrôles. Elle explique qu'un agriculteur qui a du bétail est soumis à un nombre conséquent de contrôles, car s'ajoutent ceux du SCAV. Le GRTA a également ses propres contrôles qui ne sont pas toujours coordonnés. Elle pense qu'il serait intéressant de rajouter, dans l'invite mentionnant la réduction des contrôles : « en coordonnant et en réduisant les contrôles imposés aux agriculteurs par les différents services ». Elle rappelle que l'agriculture est très transversale et est soumise à des contraintes très différentes : l'eau,

l'environnement, le SCAV, etc. Elle passe à l'invite prévoyant de « soutenir auprès de la Confédération notamment l'initiative visant à simplifier la charge administrative ». Elle déclare être convaincue qu'il y a du travail à effectuer au niveau de la Confédération. Elle mentionne la plateforme digiFLUX qui est remise en question par l'ensemble du monde agricole et qui va poser des problèmes en termes de multiplication d'entrées de données dans une seule plateforme, qui ne sera pas uniquement dédiée à l'agriculture. Elle explique que l'agriculteur se retrouve à devoir introduire une quantité de données dans différentes plateformes, selon les cultures qui ne communiquent pas entre elles.

M^{me} Candolfi se concentre enfin sur la problématique liée au trafic rural et aux douanes. Elle déclare que le trafic rural est extrêmement réglementé et contrôlé. Elle explique que les agriculteurs se retrouvent confrontés à des complexifications administratives qui pourraient être facilitées par la création d'une application dédiée au trafic rural.

Question des députés

Un député (PLR) demande, sur un 100%, combien de temps passe un agriculteur à effectuer des tâches administratives.

M^{me} Bidaux répond que, si ce chiffre était connu, la motion ne ferait pas de sens. Elle pense que cela dépend de l'organisation de l'exploitation (bétail, grandes cultures, cultures spéciales). Elle ajoute que les agriculteurs ont des horaires variables et effectuent, souvent, de petites tâches de manière fractionnée dans le temps. Elle pense qu'il faudrait commencer par donner un chiffre qui corresponde au temps nécessaire pour remplir un rapport ou pour monter un dossier.

Un député (UDC) rappelle la révolte agricole ayant eu lieu et demande si elles ont eu connaissance de certaines améliorations dans la simplification administrative à la suite de cette révolte.

M^{me} Bidaux répond par la négative. Elle déclare que tant que la situation ne changera pas au niveau fédéral, il sera compliqué de changer la situation cantonale. Elle déclare que les paysans sont évidemment ouverts aux contrôles, mais souhaitent qu'ils soient simplifiés. Selon elle, la problématique réside dans le fait que l'agriculture est organique et est sujette aux aléas de la vie de tous les jours. Elle estime qu'il est donc très complexe de devoir faire face à des normes rigides. Elle a le sentiment qu'au-delà d'une simplification administrative, il faudrait faire preuve de bon sens dans la gestion des contrôles.

Le même député (UDC) distingue les normes de la loi et son application. Il demande ce que les auditionnées pensent de l'application genevoise des

dispositions fédérales. Il se demande si le canton fait preuve de bienveillance à ce sujet. Il donne l'exemple des autorisations de construire qui sont accordées de manière très restrictive à Genève.

M^{me} Candolfi distingue l'esprit de la loi et l'interprétation de la loi. S'agissant des autorisations de construction, elle rappelle qu'elles sont soumises aux préavis de nombreux intervenants, dont les commissions extraparlimentaires qui ne sont pas réellement bienveillantes à l'égard des requérants. Selon elle, il serait possible de trouver des améliorations et des simplifications du processus.

Séance du 5 décembre 2024 (suite)

Audition de M. Rudi Berli, représentant d'Uniterre

M. Berli affirme qu'actuellement les exigences administratives sont croissantes, que les charges et les coûts sont également en augmentation, alors que les prix sont à la baisse. Il déclare que le monde agricole est donc sous pression. Il estime que la charge administrative rajoute une couche à cette pression. Il relève que les tâches administratives sont complexes, car les exigences changent tout le temps. Il estime qu'il est très complexe d'être au fait des évolutions de la politique agricole fédérale. Il estime qu'il y a un réel besoin d'agir sur ce point. Il indique que le moment est opportun, car une nouvelle politique agricole sera élaborée à partir de 2030. Selon lui, c'est le bon moment pour que Genève fasse entendre sa voix. Il pense que, même si le cadre législatif est fédéral, Genève a son rôle à jouer. Il déclare que la complexité administrative pénalise les agriculteurs régulièrement, car il est facile de ne pas connaître les nouvelles évolutions et les modifications législatives, ce qui peut engendrer des pénalités. Il a le sentiment qu'actuellement, les agriculteurs sont poussés à devenir des chasseurs de primes, alors que ceci ne correspond pas du tout à leur mission première. Il déclare qu'Uniterre a fait une série de propositions permettant une simplification du système des paiements directs qui devraient plutôt être liés au travail de l'agriculteur au lieu de la surface de l'exploitation. Il mentionne également la problématique liée à la durée des politiques agricoles. Il rappelle que les politiques changent tous les quatre ans, avec des modifications annuelles (train d'ordonnances de consultation qui ont lieu chaque année). Ils souhaiteraient, afin d'avoir une sûreté de planification économique, que les horizons temporels soient plus longs, avec des politiques agricoles qui durent au moins 10 ans. Ils recommandent vivement au Grand Conseil d'adopter cette motion.

Question des députés

Un député (S) se questionne sur l'éventuel conditionnement d'octroi des paiements directs au travail et non à la surface. Il se demande si ce serait possible de mettre cela en place au vu de l'ordonnance fédérale des paiements directs.

M. Berli indique qu'il s'agirait de toute manière d'un processus de modification qui serait long. Il pense qu'il faudrait une période de transition. Il déclare qu'au vu des nouvelles politiques agricoles et des nouvelles exigences qui arrivent sans cesse, des investissements qui ont été effectués en pensant être conformes aux exigences d'un certain temps ne le sont plus actuellement. Il affirme qu'il n'y a aucune garantie au niveau de la pérennité économique. Il déclare qu'il faut prévoir une période de soutien pour permettre une transition vers une agriculture paysanne.

Un député (Ve) se questionne sur les agriculteurs qui renoncent à demander des subventions. Il se demande si on peut constater une tendance au non-recours plus forte chez les agriculteurs ayant de petites surfaces.

M. Berli répond qu'à Uniterre, ils ne font pas de distinction entre les grosses et les petites exploitations. Il précise qu'il y a des grands et des petits paysans à Uniterre. Selon lui, ce n'est pas la taille qui doit légitimer ou non la présence d'une ferme. Il pense qu'il faut mettre un point d'honneur à ne pas discriminer les petites exploitations. Il donne l'exemple de sa ferme (les Jardins de Cocagne), qui est organisée sous la forme d'une coopérative et qui ne touche donc pas de paiements directs. Selon lui, cela est injuste.

Un député (LJS) constate que la politique agricole est fédérale, alors que le métier de paysan est un métier de terrain. Il se demande si une politique agricole cantonale, qui serait plus proche du terrain, serait un moyen d'avancer sur ces problématiques.

M. Berli pense qu'il y a des compétences qui doivent rester au niveau fédéral, notamment les questions des frontières. Il explique qu'ils ont aussi transmis leurs propositions à l'OFAG en demandant un fédéralisme plus grand notamment dans la gestion du territoire.

Audition du 16 janvier 2025

Audition de M. Antonio Hodgers, conseiller d'Etat, de M. Alexandre de Montmollin, directeur de la direction de l'agriculture, OCAN, et de M. Jean-Marc Sermet, chef du service paiements directs et développement rural, OCAN

M. Hodgers trouve que ce sont des sujets où le déclaratoire atteint vite ses limites. Selon lui, demander un rapport dans le but qu'il y ait moins de bureaucratie ne fait pas sens. Il estime qu'il s'agit d'une illustration parfaite de l'augmentation de la bureaucratisation dans la vie politique et administrative. Il précise qu'il s'agit d'un phénomène qui touche toute l'Europe. Il rappelle que les agriculteurs pratiquent une profession qui est extrêmement contrôlée par le droit fédéral, car de l'argent public leur est alloué. Il affirme qu'actuellement, il y a une tendance à vouloir tout contrôler. Il indique que les services de l'OCAN ne font qu'appliquer du droit fédéral. Selon lui, le politique cantonal n'a pas vraiment de marge de manœuvre sur ce point, car ce ne sont que des fonctionnaires qui appliquent du droit fédéral. Il se demande si le problème est réellement genevois ou alors si l'office cantonal de l'agriculture n'est que le porteur, malgré lui, d'un enjeu qui provient de Berne. Il trouve délicat de reprocher à des fonctionnaires d'appliquer la loi. Il aimerait qu'on évite des attaques trop directes envers ses collaborateurs. Il affirme qu'il est d'accord qu'il est toujours possible de s'améliorer. Il déclare être preneur de suggestions venant des professionnels. Toutefois, il préférerait discuter de ceci dans un cadre de séances de travail. Le cadre parlementaire est trop large, selon lui. Il a le réel sentiment que l'OCAN ne fait qu'appliquer du droit fédéral. Il mentionne le cas d'un fonctionnaire d'un autre office du département ayant fait preuve de souplesse envers un usager qui a été condamné pénalement (droit pénal administratif). Il rappelle qu'il s'agit d'une responsabilité individuelle. Il aimerait que les députés signataires comprennent que l'OCAN est un partenaire par rapport à ce défi de bureaucratisation et non le coupable ou la source du problème. Il aimerait avoir une discussion franche, par rapport à des situations qui se produisent sur le terrain. Il trouve que ceci est bien plus pertinent que de faire un rapport.

Question des députés

Un député (UDC) est d'accord que beaucoup des contraintes découlent de la législation fédérale qui abonde en la matière. Néanmoins, il indique que la motion a pour but de déterminer si la législation genevoise applique le droit fédéral avec bienveillance ou alors le sur-applique. Il donne l'exemple des demandes d'autorisation de construire qui sont extrêmement complexes à obtenir à Genève. Il a le sentiment que Genève se cache derrière la législation

fédérale, alors qu'en réalité c'est la manière dont le canton applique le droit fédéral qui devrait être remis en question. Il se demande quelles sont les mesures que le département entreprend pour que la loi ne soit pas sur-appliquée.

M. Hodgers, s'agissant du domaine des autorisations de construire, affirme qu'ils ont fait des analyses comparatives, mais que la situation n'est jamais très simple. Il affirme que c'est le rôle des professionnels de venir leur dire à quel moment le département a mal agi. Il trouverait pertinent que les professionnels leur démontrent, par exemple, que dans une situation identique, le canton de Vaud aurait agi différemment. Il revient sur le fait qu'il a besoin d'exemples concrets venant des professionnels. Il aimerait que les professionnels dressent une liste des situations problématiques pour que le département puisse regarder quelle est sa marge de manœuvre sur chacune de ces situations.

Un député (PLR) est d'accord avec le fait que le premier problème se situe à Berne. Il déclare que le coût de production à Genève est très élevé. Ceci est dû à des normes particulières. Il donne l'exemple du salaire qui est différent de presque 50% par rapport au canton de Zurich. Selon lui, plusieurs cultures ne sont plus produites à Genève, car elles coûtent trop cher à produire et sont impossibles à vendre. Il regrette que les agriculteurs genevois ne soient pas concurrentiels. Il revient sur le texte de la motion. Il a l'impression qu'à aucun moment Genève ne se demande si elle va trop loin dans l'application du droit fédéral. Il mentionne la problématique des constructions. Il déclare que l'état des fermes dans les autres cantons n'a rien à voir avec l'état des fermes genevoises, en termes de taille par exemple. Il déclare que les exigences demandées à un agriculteur genevois pour construire sont déraisonnables. Il rappelle qu'ils sont des entrepreneurs et ne souhaitent qu'une chose, c'est de développer au maximum leur entreprise. Il prend l'exemple du SCAV. Il est conscient que Genève a plus l'habitude de traiter avec des chats qu'avec des vaches. Selon lui, les agriculteurs craignent parfois de dire qu'il y a des choses qui ne fonctionnent pas, par peur d'une rétorsion.

M. Hodgers déclare qu'il faut le lui dénoncer. Il rappelle que la liberté d'expression est garantie pour tous.

Le même député (PLR) a constaté que le canton de Vaud s'est engagé à baisser de 30% les contrôles qui surchargent les agriculteurs. Il affirme qu'il y a une colère agricole à Genève, mais que l'on continue comme si de rien n'était. Il est d'accord que 80% des problèmes relèvent du fédéral. Il pense qu'à notre niveau, on pourrait quand même faire quelque chose. Il déclare que beaucoup d'agriculteurs vivent dans la détresse actuellement, sans pour autant qu'il y ait eu une réelle prise de conscience du département. Il donne l'exemple de certaines exigences, telles que l'installation de toilettes handicapées dans

une ferme, la construction de toits avec des tuiles qui correspondent au patrimoine, etc. Selon lui, cette situation n'est plus tenable. Il estime que, s'il n'y a pas de simplification, les agriculteurs ne s'en sortiront pas et il n'y aura tout simplement plus d'agriculture. Il rappelle qu'il y a de moins en moins d'exploitations. Il se demande à quand remonte la dernière fois que le département a fait un grand état des lieux du service de l'agriculture. Il a le sentiment que ce serait le bon moment de le faire, car nous sommes dans une nouvelle législature.

M. Hodgers entend toutes ces difficultés. Il ajoute les normes environnementales particulièrement exigeantes en Suisse par rapport à d'autres pays et la mise en concurrence avec les autres pays. Selon lui, il s'agit de concurrence déloyale. Il précise que tous les exemples cités par le député (PLR) ne relèvent pas de la compétence de l'OCAN (p. ex. salaire minimum, autorisation de construire, toilettes handicapées, etc.). Il regrette que ce soient les collaborateurs de l'OCAN qui sont ciblés.

M. Hodgers estime que cette motion s'inscrit dans un contexte d'attaques qui ont eu lieu à l'encontre de l'OCAN. Selon lui, ceci donne l'impression que ce sont les collaborateurs de l'OCAN qui sont la source du problème. A son sens, c'est tout le contraire et c'est auprès d'eux qu'il faudrait se tourner pour trouver des solutions. S'agissant de l'envie de faire un grand état des lieux de la situation, M. Hodgers pense que l'étude devrait être totalement transversale.

Un député (UDC) précise que ce n'est pas l'OCAN qui est visé, mais des employés de l'Etat qui font preuve de malveillance à l'égard des agriculteurs. Il donne l'exemple d'un fonctionnaire de l'OCAN qui a dit à un agriculteur : « Si on n'était pas là, il n'y aurait plus de l'agriculture à Genève ». Selon lui, ce propos est intolérable.

M. Hodgers répond que, dans ce genre de cas, il est plus pertinent de discuter directement avec la personne concernée.

Un député (PLR) demande quand un grand bilan a été fait pour la dernière fois. Il se demande comment se déroulent les échanges avec les autres cantons. Il ne comprend pas comment un autre canton peut s'engager à diminuer de 30% le contrôle, alors que Genève ne fait rien sur ce point.

M. de Montmollin déclare qu'ils se sont renseignés sur cette réduction. Il explique que la réduction de 30% vient du fait qu'auparavant, dans le canton de Vaud, lorsqu'un agriculteur introduisait une nouvelle catégorie animale dans son étable, des contrôles étaient déclenchés automatiquement. Le canton de Vaud a décidé d'enlever l'aspect automatique de ce contrôle. Il déclare que ceci a été mal interprété par la presse.

M. Sermet précise que cette réduction de 30% est liée à une mesure très précise et qu'il s'agit d'un contrôle parmi plein d'autres.

M. de Montmollin affirme que les contrôles sont très transversaux. Il aimerait que les professionnels dressent une liste exhaustive des problèmes auxquels ils sont confrontés. Il déclare que, si l'OCAN a une marge de manœuvre de réduction, ils agiront. Il rappelle qu'ils essaient d'être des facilitateurs en faveur de l'agriculture dès que possible.

Un député (Ve) ne pense pas qu'un rapport cantonal va alléger la charge légale fédérale. Il estime que cela fait 50 ans que cette charge légale a été créée et votée par une majorité de droite au Parlement fédéral. Il déclare qu'à AgriGenève, il y a un poste à 50% dans le but d'aider les agriculteurs à faire face à cette surcharge administrative. Il se demande ce que peut faire le canton de Genève pour améliorer ce travail et favoriser le travail d'AgriGenève. Il demande s'il serait possible de créer un autre poste à l'OCAN pour développer cette aide.

M. Hodgers est dubitatif à l'idée de créer plus de postes, face à un problème de surcharge administrative. Si l'idée est de soutenir l'aide aux paysans, il pense qu'il est opportun que ce soit du côté d'AgriGenève. Il rappelle que l'OCAN est plutôt l'avocat des agriculteurs auprès de tout le reste de l'Etat. Selon lui, créer des rapports, ajouter des fonctionnaires ou des employés d'AgriGenève, cela rajoute de la surcharge administrative. Il préférerait que les agriculteurs dressent une liste des situations problématiques, ce qui permettrait un réel dialogue. Il se demande si les motionnaires ne devraient pas solliciter la Cour des comptes, qui pourrait faire un état transversal de la situation.

Un député (LC) constate que l'OCAN s'appelait avant « service ». Il a le sentiment que ce n'est pas tout à fait la même chose et que cela crée des problèmes dans les relations. Il déclare que certains éléments gérés par l'OCAN se passent bien (p. ex. soutien COVID, GRTA). S'agissant de l'application du droit fédéral, il est conscient que les contraintes fédérales sont complexes. Il continue en donnant l'exemple des fonctionnaires de l'OCAN qui viennent expliquer aux agriculteurs comment ils doivent travailler, alors qu'ils n'ont pas les compétences pour le faire. Il mentionne que ces fonctionnaires peuvent parfois avoir des propos blessants à l'encontre des agriculteurs. Il rappelle que les agriculteurs genevois ont été des précurseurs en matière de réseaux agroécologiques dans les années 1990. Il regrette que l'administration s'en soit mêlée, à la fin des années 1990, ce qui a eu pour conséquences que les réseaux agroécologiques sont devenus de véritables usines à gaz. Il estime que certains agriculteurs se font balader par l'OCAN et il soulève que certains juristes de l'OCAN ne sont pas toujours orientés

solutions. Il déclare qu'il y a toujours plus d'exigences pour l'élaboration des projets. Il relève les contrôles de l'OCIRT qui finissent souvent en véritable acharnement. S'agissant des toilettes handicapées, il annonce à M. Hodgers que ceci découle de la commission de l'architecture qui dépend du DT. Il cite également l'exemple de l'exigence des sorties de secours dans les poulaillers. Il ajoute le fait que la construction d'une serre prend une année dans le canton de Vaud, alors qu'à Genève cela dure entre 3 et 4 ans. Il estime qu'il faut faire une réflexion qui va au-delà de l'OCAN. Il pense qu'il faut faire un état des lieux pour identifier les problèmes. Selon lui, il conviendrait d'avoir une meilleure communication transversale entre les départements. Il est ravi d'entendre que M. Hodgers est enclin à entreprendre cette réflexion. Il déclare que les agriculteurs peuvent dresser une liste avec des exemples concrets.

Un député (PLR) entend le cri de détresse des agriculteurs. Selon lui, la forme est aussi importante que le fond. Il aimerait savoir si le fonctionnaire se rend compte qu'il est au service de la population et qu'il est un partenaire. Il se demande si c'est réellement le cas lorsqu'il se déplace sur le terrain et qu'il a des contacts avec les agriculteurs. Selon lui, les agriculteurs ont besoin de bienveillance, ce qui ne veut pas dire de la complaisance. A son sens, tout démontre que les fonctionnaires ne font pas preuve de bienveillance. Il se demande s'il ne faudrait pas remettre cela en question, afin de partir sur de meilleures bases.

M. Hodgers répond qu'il est difficile de conclure que ce service n'a pas de bienveillance à l'égard des paysans. Il déclare que les fonctionnaires travaillant à l'OCAN sont des gens qui sont extrêmement investis dans leur métier. Il affirme que ces derniers sont touchés par l'agriculture et croient en ce qu'ils défendent. Il regrette qu'il y ait pu y avoir des propos blessants. Il rappelle que les fonctionnaires sont des êtres humains, qui ont tous leur caractère. Il réitère son idée de dresser une liste des problématiques et d'éventuellement contacter la Cour des comptes pour un rapport. Selon lui, la Cour des comptes risque de rajouter une couche de complexification. Il n'a jamais vu la Cour des comptes supprimer des contrôles.

Un député (LJS) explique que la motion aura eu le mérite de faire venir M. Hodgers autour de cette table, ce qu'il apprécie. Il déclare qu'il pratique des contrôles en tant qu'exploitant et est contrôlé par ses collègues vaudois, genevois et valaisans. De manière générale, les contrôles se passent très bien. Il ajoute qu'il comprend très bien qu'il y ait des contrôles dans sa profession. Selon lui, le problème est que l'agriculture n'est plus séparée de la nature (ce qui était le cas avant). Il estime qu'auparavant les fonctionnaires avaient des contacts réguliers avec les agriculteurs, bien plus que maintenant. Il regrette qu'actuellement il y ait un seul service qui s'appelle l'OCAN, où il y a plus de

nature que d'agriculture, selon lui. Il demande si l'Etat de Genève veut toujours une agriculture ou alors s'il veut simplement avoir une agriculture paysagère. Au vu de la pression de constructions de logements, des prix des voisins, de la charge administrative, les agriculteurs ont de moins en moins de temps pour pratiquer de l'agriculture. Il déclare qu'en plus, si la nature n'est pas forcément avec eux et qu'ils doivent adapter leurs plans de culture, ils peuvent se faire réprimander par des contrôles. Sur ce point, il estime qu'il n'y a aucune compréhension de la part du service auprès de l'agriculteur. Il a le sentiment qu'il y a de moins en moins de bon sens.

M. Hodgers entend son point de vue. Il remercie les députés pour les exemples mentionnés. Il déclare que, lorsque les agriculteurs doivent s'adapter à la météo, il a plutôt tendance à comprendre et à laisser passer. S'agissant de la création d'un seul office, cette décision provient de M. Barthassat. M. Hodgers affirme avoir questionné cette décision quand il est arrivé. Il déclare que les fonctionnaires sont relativement satisfaits de cette fusion. Il mentionne que tous les services en lien avec l'agriculture sont restés étoffés comme avant. Il n'y a pas moins de personnes qui travaillent à l'agriculture.

Un député (UDC) a le sentiment que le problème est très large. Il déclare que les agriculteurs doivent pouvoir vivre de leur travail. Il a le sentiment que M. Hodgers est entre l'enclume et le marteau. Il estime que les lois fédérales proviennent des puissances financières. Il déclare que les plus grands propriétaires agricoles sont des banques (Bill Gates vient de devenir le plus grand propriétaire agricole des Etats-Unis). Il attend que le département freine la situation catastrophique dans laquelle les agriculteurs vont se retrouver. Il estime que les enfants des agriculteurs ne pourront pas reprendre la ferme de leurs parents. Il a le sentiment que nous ne nous rendons pas compte que ceux qui vont nourrir le monde entier sont les financiers, avec des produits de mauvaise qualité.

M. Hodgers partage son point de vue. La paysannerie suisse et européenne est effectivement entre le marteau et l'enclume. Elle est soumise à des exigences sociales, salariales et environnementales qui coûtent cher et est mise en concurrence avec des biens produits dans des conditions incomparables. Selon M. Hodgers, les biens agricoles ne doivent pas faire l'objet d'une mondialisation d'échange libérale. Cela ne fait aucun sens d'être en concurrence avec des paysans du Brésil, d'Indonésie, par exemple, qui travaillent la terre dans des conditions très différentes. Selon lui, les agriculteurs doivent être orientés au service des populations locales. Il rappelle qu'il s'est opposé à la création de l'OMC à l'époque.

Un député (S) constate que le domaine agricole souffre beaucoup, tant à Genève que dans d'autres cantons. Il pense que l'on trouvera une solution

lorsque cette liste de cas concrets sera dressée. L'idée de la motion était aussi de déterminer s'il pourrait y avoir des pistes de coordination interne entre les différents contrôles imposés aux agriculteurs. Il est très content de voir que la position du département est de vouloir trouver une solution.

La présidente revient sur le texte de la motion. Elle constate que c'est la première invite qui demande la rédaction d'un rapport qui est problématique. Elle y voit également un vrai risque d'augmenter la bureaucratie. Elle se demande s'il ne faudrait pas changer cette invite, en invitant l'Etat à consulter les représentants des agriculteurs pour dresser une liste des problématiques actuelles. Elle se demande l'avis de M. Hodgers sur ce point.

M. Hodgers est d'accord avec cette suggestion.

Séance du 30 janvier 2025

M^{me} Hislairé confirme qu'afin de contribuer de façon constructive aux échanges, le département a préparé un document contenant des propositions d'amendements qui sont distribués.

Propositions de nouvelles invites du DT présentées en commission de l'environnement le 30 janvier 2025 (remplacent les 3 invites de la motion) :

invite le Conseil d'Etat

- *sur la base d'exemples précis, à établir, en collaboration notamment avec AgriGenève, une analyse des difficultés administratives rencontrées par les agricultrices et agriculteurs, en lien avec l'application des diverses lois fédérales et cantonales qu'ils doivent respecter ;*
- *sur la base de cette analyse, en partenariat avec notamment les différents offices de l'administration cantonale concernés et AgriGenève, à identifier des mesures de simplification administrative ;*
- *cas échéant, à proposer des modifications des lois cantonales concernées en tenant compte des pistes de simplification identifiées ;*
- *à intervenir auprès de la Confédération, notamment dans le contexte des consultations de politique agricole, pour rappeler à l'autorité fédérale la nécessité d'agir en matière de simplification des dispositions administratives ;*
- *à examiner en collaboration avec AgriGenève, la possibilité d'instaurer une « veille » permettant de recueillir les témoignages des difficultés administratives rencontrées par les agricultrices et agriculteurs dans le cadre de leurs activités et d'examiner en continu avec les offices concernés les éventuelles mesures correctives susceptibles d'être apportées.*

M^{me} Hislaire explique qu'à la suite de l'audition de M. Hodggers, le département a conclu des échanges et que l'idée de faire un rapport n'était pas forcément la meilleure. Les commissaires semblaient être convaincus par l'idée de faire une analyse en commun avec certains représentants du milieu agricole et avec AgriGenève, afin de déterminer quelles sont les difficultés administratives rencontrées par les agriculteurs. Le but est de pouvoir, sur la base de cette analyse, identifier des mesures de simplification qui seraient réalistes. L'idée est ensuite de pouvoir éventuellement modifier des législations concernées. Elle relève que le volet législatif fédéral ne relève pas de la compétence du canton, mais que celui-ci peut intervenir auprès de la Confédération afin de réclamer des simplifications. Elle explique que la dernière proposition tente de traduire la volonté, qui se dégageait collectivement de la discussion entre la commission et M. Hodggers, de mettre en place une sorte de « veille » en coordination entre l'OCAN et AgriGenève, dans le but de continuer à avoir des échanges réguliers sur les points d'amélioration potentiels. Elle rappelle que les commissaires n'ont pas évoqué uniquement des problématiques liées à la législation relative à l'agriculture. Elle déclare qu'ils ont également évoqué des difficultés rencontrées dans d'autres domaines d'application des lois.

Une députée (Ve) remercie le département pour ces propositions. Elle se demande pourquoi seule AgriGenève est mentionnée et non la commission consultative de l'agriculture. Elle a constaté que cette commission consultative s'est réunie une seule fois l'année passée. Elle se demande s'il ne serait pas temps de la solliciter.

M. de Montmollin répond que l'intérêt d'AgriGenève est que c'est l'organisation faîtière et que c'est elle qui a les contacts les plus étroits avec les agriculteurs et les agricultrices du canton.

Un député (LC) trouve que les propositions du département sont intéressantes. Il déclare que le groupe agricole est invité par M. Hodggers le 13 février prochain. Il se demande quelle est la coordination entre ces propositions et la séance du 13 février.

M^{me} Hislaire déclare que la séance du 13 février a été organisée à la suite de la première discussion avec M. Hodggers. Elle indique que, selon sa compréhension des choses, la séance du 13 février abordera la manière de traiter les questions soulevées par la motion.

M. Sermet explique que l'OCAN peut jouer le rôle de pivot et réunir les différents acteurs qui seraient concernés.

Une députée (S) se joint aux remerciements pour ces propositions d'invites. Elle est d'accord avec la remarque de la députée (Ve) s'agissant d'AgriGenève

et de la commission consultative. Elle pense qu'il serait pertinent de mentionner « les représentants des milieux agricoles » au lieu d'AgriGenève. Selon elle, cela serait opportun dans les trois invites où AgriGenève est mentionnée.

M. de Montmollin estime qu'AgriGenève a un rôle de relais important à jouer. Il déclare que l'OCAN a des messages importants à transmettre aux agriculteurs. Il explique que l'administration a besoin de pouvoir s'adresser à une instance représentative.

M. le président se joint à ses collègues et remercie le département pour ces propositions d'invites constructives. Il propose que la commission ne vote pas ce soir et revienne avec des remarques sur les propositions du département.

Les commissaires sont d'accord.

Séance du 6 février 2025

M^{me} la présidente revient sur les propositions d'amendement à la suite de l'audition de M. Hodgers. Elle propose de voter aujourd'hui.

Une députée (S) déclare que le groupe des Verts a des propositions de sous-amendements. Elle déclare qu'ils souhaitent que le texte parle plus largement des milieux agricoles dans la première et dans la dernière invite. Elle mentionne la volonté d'intégrer la commission consultative de l'agriculture.

Un député (LC) déclare que le groupe LC accepte les amendements proposés par le département. Il ne pense pas que le fait d'intégrer la commission consultative soit une bonne idée.

Un député (UDC) déclare que la commission consultative est un organe complexe. Il rappelle que certains députés auront une réunion le 13 février prochain avec le département pour discuter de cela. Il propose d'attendre cette réunion avant de voter.

Un député (Ve) estime que la réunion pourrait susciter d'autres propositions d'amendements.

La présidente annonce que ceci repousserait le vote de la motion au mois de mars. Elle demande si cela convient à tout le monde.

C'est le cas.

Séance du 8 mai 2025

M. Sirolli annonce qu'il y a eu un rendez-vous entre les milieux concernés, M. Hodgers et le département afin d'avancer sur la problématique. Les milieux agricoles reviendront avec des propositions concrètes à soumettre au

département. Il propose de geler la motion, en attendant l'aboutissement de ces discussions.

La présidente soumet au vote le gel de la motion M 3011 :

Oui : 15 (Unanimité)

Non : –

Abstentions : –

La motion 3011 est gelée jusqu'à septembre.

Séance du 12 mars 2026

Un député (PLR) indique que la motion avait été suspendue afin de permettre une rencontre avec le conseiller d'Etat chargé du dossier, lequel a depuis démissionné. Il souhaite savoir quelles orientations le nouveau conseiller d'Etat entend donner, notamment en ce qui concerne la simplification de la charge administrative pesant sur les agriculteurs. Il propose à cet égard d'auditionner M. Walder.

Le président indique que le Conseil d'Etat l'a déjà sollicité à ce sujet et souhaite être entendu par la commission.

Une députée (S) demande si le nouveau conseiller d'Etat a reçu les propositions d'invités visant à transformer cette motion. Elle indique ne pas s'opposer à son audition, mais estime que le nouveau conseiller d'Etat devrait poursuivre le travail entrepris par son prédécesseur sur ce dossier. Elle considère que la commission dispose déjà des éléments nécessaires pour poursuivre ses travaux.

Un député (S) relève qu'il existe une continuité institutionnelle dans ce dossier. Il rappelle qu'avant la suspension de la motion, une séance de discussion devait être organisée entre le conseiller d'Etat et un groupe de députés représentant les milieux agricoles. Il souhaite connaître le résultat de ces échanges.

Le président indique qu'il était effectivement prévu d'organiser des rencontres régulières entre le conseiller d'Etat et les députés concernés par les questions agricoles. Il précise que deux séances ont eu lieu, mais qu'aucune autre rencontre n'a été organisée par la suite. Il indique que la commission pourrait procéder à un vote sur la demande d'audition. Il rappelle qu'il existe une continuité institutionnelle et qu'il avait été envisagé de ne pas auditionner M. Walder si celui-ci n'en faisait pas lui-même la demande. Il précise toutefois que le Conseil d'Etat a exprimé le souhait d'être entendu.

La commission accepte, à l'unanimité, d'auditionner le conseiller d'Etat.

Séance du 23 avril 2026

Audition de M. Nicolas Walder, conseiller d'Etat

M. Walder constate que la commission suit ce dossier depuis un certain temps. Il indique que deux rencontres ont eu lieu entre une délégation de la commission et les milieux agricoles afin de travailler sur des problématiques concrètes. Il relève que cette méthode de travail s'est avérée productive pour faire émerger les difficultés rencontrées. Il précise que ces échanges ont mis en évidence que, dans de nombreux cas, la complexité administrative ne résulte pas d'une volonté de l'administration, mais découle des exigences des législations cantonales ou fédérales. Il rappelle que le secteur des exploitations agricoles bénéficie de subventions et d'aides publiques. Il souligne que l'affectation de fonds publics implique nécessairement la mise en place de contrôles, en particulier en raison des règles financières fédérales et cantonales, qui imposent un certain suivi. Il indique que le département du territoire (DT) a identifié plusieurs éléments sur lesquels des améliorations sont possibles. Il précise que certaines difficultés résultent d'une mécompréhension des enjeux et des raisons sous-jacentes aux règlements et aux processus en place. Il relève que les rencontres régulières instaurées par son prédécesseur ont démontré leur utilité à cet égard. Il mentionne une « petite divergence » avec la motion, dans la mesure où ces échanges ont mis en évidence le caractère évolutif des pratiques. Il souligne que l'établissement d'un rapport à un instant donné risquerait de ne pas tenir compte des évolutions futures des procédures. Selon lui, il est nécessaire de privilégier une approche adaptable, capable d'intégrer les modifications des lois fédérales, des réglementations et des processus organisationnels. Il ajoute que ces retours sont essentiels pour le DT, notamment en raison des limites existantes en matière d'accompagnement et de soutien de l'administration, liées à des ressources restreintes. Il estime dès lors important d'identifier les attentes qui ne trouvent pas encore de réponse. Il considère que la motion est pertinente et bien construite, en ce qu'elle met en évidence la nécessité de renforcer le dialogue et la collaboration avec les milieux agricoles. Il indique qu'il serait opportun de poursuivre ces rencontres, que ce soit entre l'administration et AgriGenève, ou avec les milieux agricoles de manière plus large, éventuellement en associant des représentants de la commission de l'environnement. Il précise que cette décision appartient à la commission. Il revient sur la demande de rapport. Il indique que trois amendements avaient été proposés et il précise que ceux-ci sont soutenus par le département si la commission souhaite aller de l'avant avec la motion. Il ajoute que, si la commission préfère voter la motion dans sa forme initiale, le département ne s'y oppose pas. Il considère toutefois qu'un tel rapport serait superfétatoire, dans la mesure où des retours ont déjà été obtenus à travers les

rencontres organisées. Il souligne que la décision appartient en définitive à la commission.

M. de Montmollin indique que, depuis la séance du 30 janvier, une enquête a été menée par AgriGenève auprès des agriculteurs afin d'identifier les difficultés rencontrées. Il précise qu'une liste de doléances en est ressortie, qu'il juge intéressante à analyser. Il relève que ces doléances n'étaient pas particulièrement nombreuses et qu'elles ne concernaient pas exclusivement l'OCAN, mais également d'autres services de l'Etat de Genève. Il ajoute que, pour chacune des problématiques soulevées, l'OCAN a pu apporter des réponses précises. Il souligne l'importance de maintenir un dialogue et estime qu'il convient de mettre en place un système dynamique, compte tenu de l'évolution constante de la législation fédérale ainsi que du contexte dans lequel évoluent les agriculteurs, qu'il s'agisse des aspects climatiques, biologiques ou économiques. Il insiste sur la nécessité d'un dispositif permettant à la fois la remontée des problématiques et l'amélioration des processus administratifs, dans la mesure des possibilités offertes à l'administration. Il rappelle toutefois que cette dernière reste fortement contrainte par les dispositions fédérales. Il mentionne, à cet égard, que pour l'année en cours l'Office fédéral de l'agriculture a annoncé deux audits à l'OCAN, portant sur les paiements directs et les crédits d'investissement, ce qui implique un contrôle continu de l'application du droit fédéral.

M. Walder précise avoir déjà rencontré à plusieurs reprises des associations agricoles. Il indique qu'il rencontrera prochainement les associations maraîchères afin de discuter notamment des questions liées aux autorisations concernant les serres ainsi que des enjeux énergétiques. Il souligne qu'il existe un ensemble de problématiques liées aux autorisations, notamment en ce qui concerne ce qui est permis ou non en zone agricole. Il évoque, à titre d'exemple, la question du logement des travailleurs temporaires, ainsi que les règles applicables aux constructions agricoles et leur éventuelle démolition. Il indique que l'objectif du département est de multiplier ces échanges au sein des différents offices, dans la mesure où les questions d'autorisations de construire impliquent plusieurs services. Il estime qu'il est nécessaire de sensibiliser l'ensemble de l'administration aux spécificités et aux défis actuels du monde agricole, qu'il qualifie de particulièrement importants dans le contexte actuel.

M. Sermet relève que certains griefs formulés à l'encontre de l'administration ne visaient pas directement l'OCAN. Il précise que les collaborateurs de cet office, dans l'exercice de leurs fonctions, n'ont pas pour objectif de compliquer l'activité agricole, mais bien de la soutenir. Il rappelle que la législation agricole est complexe et que l'office est tenu de respecter un

cadre légal strict, lui-même soumis à des contrôles. Il indique que l'OCAN est disposé à améliorer ses processus à travers le dialogue et les échanges, notamment avec la commission et avec AgriGenève. Il affirme que l'office est prêt à mettre en œuvre les mesures nécessaires pour améliorer la communication et la qualité du travail fourni.

Un député (PLR) remercie l'OCAN pour sa collaboration. Il souligne que cette motion a permis une meilleure compréhension réciproque entre le monde agricole et l'administration. Il estime qu'il serait important de poursuivre cette collaboration afin d'éviter toute incompréhension entre les différents acteurs. Il rejoint le constat selon lequel de nombreuses problématiques ne concernent pas directement l'OCAN, mais relèvent plus largement du département du territoire. Il souligne qu'à Genève, les zones agricoles sont situées à proximité immédiate des centres urbains, ce qui constitue une opportunité pour renforcer les liens entre la population et les agriculteurs. Il estime qu'il serait souhaitable de faciliter, dans le respect du droit fédéral, l'ouverture des exploitations au public. Il relève que, dans de nombreux cantons, les exploitations agricoles sont plus accessibles aux populations urbaines. Il indique compter sur le conseiller d'Etat pour renforcer ce lien à Genève. Il rappelle également les difficultés spécifiques rencontrées dans le canton, notamment en raison d'un salaire minimum agricole élevé par rapport au reste du pays. Il souligne que certaines cultures, telles que le poireau, ne sont plus rentables et tendent à disparaître. Il demande enfin si le département du territoire entend poursuivre ces échanges réguliers, qu'il juge particulièrement utiles, avec les milieux agricoles et les représentants politiques.

M. Walder indique qu'il organise des rencontres avec les milieux agricoles et les différentes professions du secteur. Il précise que deux options sont envisageables concernant ces échanges : soit poursuivre sous la forme actuelle en y associant, le cas échéant, la commission, soit laisser l'administration conduire ces rencontres et prévoir un rapport périodique, tous les deux ans, rendant compte des discussions et des problématiques traitées ainsi que de leur résolution. Il souligne que la participation de la commission ne lui pose aucune difficulté. A défaut de participation, il propose que le département du territoire établisse un retour régulier sur ces réunions, selon une périodicité biennale. Il ajoute qu'au vu des premiers retours issus de ces rencontres, il lui paraît essentiel de les poursuivre. Il précise que cette démarche a été convenue avec les organisations concernées, notamment AgriGenève. Il rappelle que l'OCAN entretient de longue date des relations étroites avec les milieux agricoles, caractérisées par une bonne connaissance mutuelle. Il estime toutefois nécessaire d'élargir cette dynamique à l'ensemble du département du territoire et aux autres départements de l'Etat, dans la mesure où les problématiques

abordées dépassent le seul cadre agricole et incluent des dimensions financières et économiques. Il mentionne, à titre d'exemple, la mise en place par l'OCAN, en collaboration avec AgriGenève, d'un dispositif d'accompagnement destiné aux viticulteurs en difficulté, permettant de leur offrir un point d'entrée unique et des conseils adaptés, y compris sur des questions sociales et de politique économique. Il souligne que ce type d'initiative, fondé sur des échanges réguliers autour de problématiques concrètes, s'avère particulièrement productif.

Un député (Ve) relève que la commission est saisie d'une motion émanant d'un secteur bénéficiant d'une exception en matière de salaire minimum. Il indique que la marge d'action réside notamment dans la réduction de la charge administrative. Il observe que des rencontres ont eu lieu, sans savoir si celles-ci ont pleinement satisfait les initiants de la motion. Il demande à M. Walder si des progrès concrets ont été réalisés, notamment en ce qui concerne un éventuel assouplissement de la réglementation ou de sa mise en œuvre, en particulier pour faciliter l'accès au logement du personnel agricole, que ce soit sur les exploitations ou à proximité. Il ajoute que, selon lui, le magistrat précédent appliquait de manière très stricte l'interdiction de construire des logements non directement liés à l'exploitation. Il souhaite savoir si le département du territoire a identifié une marge de manœuvre à cet égard.

M. Walder répond que cette question est encore en cours de réflexion. Il indique qu'il adopte une approche plus souple, tout en précisant que celle-ci ne vise pas la construction de logements destinés à une location annuelle. Il explique que, s'agissant de travailleurs saisonniers, notamment ceux mobilisés lors des récoltes, il serait favorable à la mise à disposition de logements temporaires sur les exploitations. Il justifie cette position par deux objectifs : soutenir les exploitants agricoles et faciliter l'accès au logement, tout en contribuant à réduire la pression sur le marché immobilier. Il précise qu'en tant que non-juriste, il entend poursuivre les discussions avec l'office des autorisations de construire afin de déterminer dans quelle mesure de telles solutions sont compatibles avec le droit fédéral. Il rappelle également que les surfaces d'assolement sont limitées, ce qui impose une certaine prudence. Il souligne dès lors la nécessité de poursuivre les échanges afin d'identifier des cas concrets, notamment en ce qui concerne la localisation et le nombre de logements envisagés. Il rappelle qu'à Genève, où le territoire est restreint, la protection des zones agricoles demeure une priorité.

Le député (Ve) prend acte de la volonté politique exprimée de faciliter la question du logement. Il évoque ensuite la problématique du passage aux douanes pour les agriculteurs exploitant des parcelles situées en France voisine

ou à proximité de la frontière. Il demande si cette question a été abordée dans le cadre des discussions.

M. de Montmollin indique que des questions douanières sont régulièrement soulevées, principalement avec les autorités douanières suisses. Il précise que le département entretient de bonnes relations avec la responsable des douanes régionales. Il rappelle toutefois que la compétence en matière douanière relève de la Confédération. Il ajoute que, lorsque le cadre légal le permet, le département s'efforce de simplifier les démarches pour les agriculteurs. Il souligne néanmoins une tendance générale à la complexification, ce qui renforce, selon lui, l'importance du dialogue et de la remontée d'informations concrètes vers l'administration.

M. Walder précise que ces problématiques sont également portées au niveau fédéral, notamment à Berne, en collaboration avec Pierre Maudet. Il évoque en particulier les limitations liées au « package » réglementaire et indique que les discussions portent notamment sur les questions d'aménagement du territoire, de mobilité et de trafic. Il insiste sur l'importance de la frontière pour Genève et pour son agriculture, notamment en raison des zones franches exploitées au bénéfice de la production genevoise. Il reconnaît toutefois que ces positions restent minoritaires au niveau fédéral.

M. Sermet indique que, lorsque cela est possible, l'OCAN attire l'attention des autorités fédérales sur les spécificités genevoises, notamment liées à la longueur de la frontière avec la France voisine. Il souligne que cette situation engendre des problématiques spécifiques qui ne sont pas toujours prises en compte par l'administration fédérale, en particulier en matière douanière. Il relève que les directives appliquées ne correspondent pas toujours à la réalité du terrain.

Un député (Ve) relève que, s'agissant des discussions évoquées, le document transmis en janvier 2025 mentionnait que la concertation devait notamment se faire avec AgriGenève. Il demande dès lors quels sont les interlocuteurs effectivement impliqués dans ces échanges.

M. Walder indique ne pas être en mesure de préciser si d'autres acteurs ont systématiquement participé à l'ensemble des réunions. Il précise toutefois que l'interlocuteur principal demeure AgriGenève. Il ajoute que des échanges ont également eu lieu avec d'autres organisations, notamment l'interprofession de la vigne et des vins ainsi qu'avec les maraîchers. Il explique que les interlocuteurs varient en fonction des thématiques abordées, par exemple, les questions liées aux cervidés sont traitées plus spécifiquement avec les maraîchers. Il souligne néanmoins qu'AgriGenève joue un rôle central en tant

qu'organisation faîtière capable d'orienter le département. Il précise enfin que certaines problématiques concernent l'ensemble des branches agricoles.

Le député (Ve) observe que des organisations telles qu'Uniterre ou le MAPC ne semblent pas avoir été associées aux discussions initiées par l'ancien magistrat.

M. de Montmollin répond que cela s'explique par le fait que l'enquête visant à identifier les difficultés rencontrées par les agriculteurs a été menée par AgriGenève. Il précise toutefois que la porte reste ouverte à d'autres acteurs, notamment dans le cadre de la commission consultative pour l'agriculture. Il souligne que, pour l'administration, l'essentiel est de pouvoir s'appuyer sur des organes représentatifs du monde agricole, capables d'exprimer des orientations claires.

Une députée (S) indique avoir le sentiment de ne pas disposer de tous les éléments, notamment en ce qui concerne la position du département du territoire sur la motion et ses éventuels amendements. Elle relève qu'au vu des explications fournies, le dialogue a été repris et semble se dérouler de manière positive. Elle s'interroge dès lors sur l'utilité de maintenir la motion, dans la mesure où l'objectif de dialogue paraît déjà atteint. Elle comprend que le département se montre ouvert, sans pour autant adhérer pleinement à toutes les demandes.

M. Walder répond que le département peut, sur tout sujet préoccupant la commission, établir un rapport si cela est jugé nécessaire. Il estime toutefois qu'au vu de l'évolution récente et des discussions déjà menées, un tel rapport présenterait aujourd'hui une utilité limitée. Il souligne que la forme que doivent prendre les échanges relève de la décision de la commission. Il insiste sur l'existence d'une volonté politique claire de poursuivre ces discussions. Il considère que ces rencontres permettent de répondre de manière plus précise et réactive aux problématiques du monde agricole que ne le ferait un rapport, qui risquerait d'être examiné tardivement et de devenir obsolète. Il confirme que l'objectif poursuivi par la motion est bien pris en compte dans la pratique actuelle. Il précise enfin que la seule réserve du département concerne l'obligation de rapport, qu'il juge peu pertinente. Il ajoute que des échanges existent déjà à plusieurs niveaux, notamment au sein de l'OCAN et de la direction de l'agriculture. Il souligne qu'il a constaté un climat de confiance entre ces entités. Il relève toutefois que ces discussions ont mis en évidence un manque de sensibilisation d'autres offices ou départements aux enjeux agricoles. Il estime que ce dialogue élargi permet d'impliquer d'autres services et de dépasser le cadre strict de l'OCAN. Il rappelle que la proximité avec le monde agricole existe de longue date au sein de l'office, comme il a pu le constater ces derniers mois.

M. de Montmollin souligne que la principale valeur ajoutée de la motion réside dans l'enquête menée auprès des producteurs, qui a permis de faire émerger des cas concrets. Il indique que ces éléments sont particulièrement précieux pour l'administration en matière d'amélioration des processus. Il estime qu'il convient toutefois d'éviter de surcharger les agriculteurs par des sollicitations répétées. Il propose dès lors de mettre en place un mécanisme permettant la remontée régulière des doléances, par exemple via AgriGenève, qui pourrait transmettre périodiquement une synthèse à l'OCAN, à l'image de ce qui a été réalisé dans le cadre de la motion.

M. Sermet précise que, si AgriGenève a été largement mentionnée, c'est en raison de son rôle de faïtière cantonale. Il ajoute qu'au-delà des contacts quotidiens avec les agriculteurs, l'OCAN participe également aux assemblées générales et entretient des relations régulières avec d'autres organisations, telles que l'Union maraîchère et la Fédération genevoise des syndicats d'élevage, ainsi qu'avec l'ensemble des organisations agricoles cantonales, de manière tant formelle qu'informelle. Il indique que la motion a mis en évidence un besoin d'institutionnalisation et de formalisation accrues de ces échanges, et que l'OCAN est pleinement disposé à aller dans ce sens.

Un député (S) rappelle que la motion a été déposée dans un contexte marqué par des mobilisations agricoles en Suisse, en Europe et à Genève. Il indique avoir pris connaissance des contraintes fédérales, notamment en matière de paiements directs, et souligne que leur mise en œuvre au niveau cantonal laisse une certaine marge d'appréciation. Il demande si, dans ce cadre, il existe une marge de manœuvre permettant d'adapter localement l'application du droit fédéral afin de répondre aux besoins des agriculteurs genevois.

M. Sermet illustre son propos par l'exemple récent d'une épizootie, la dermatose, apparue en France. Il explique que cette situation a conduit l'autorité sanitaire fédérale à interdire le passage de la frontière pour le bétail, empêchant notamment les éleveurs de conduire leurs animaux à l'alpage. Il souligne que cette décision a eu des effets en cascade, notamment sur le respect des exigences en matière de pâturage et de mise à disposition des herbages. Il indique que l'OCAN est intervenu à plusieurs reprises afin d'obtenir des dérogations pour le canton et de faire valoir auprès de la Confédération les difficultés rencontrées par les éleveurs. Il précise que l'office a agi dans toute la mesure de ses compétences, tout en rappelant qu'il s'agit de situations relevant de cas de force majeure.

Le même député (S) revient sur une problématique soulevée par les agriculteurs concernant la multiplication des contrôles liés aux différentes filières (par exemple bio, forestier, etc.). Il évoque la nécessité d'une meilleure coordination des interventions sur le terrain afin d'éviter que les exploitants

soient sollicités à plusieurs reprises par différents services. Il mentionne qu'une telle coordination interservices avait été évoquée. Il rappelle également qu'il avait été prévu que les représentants du monde agricole rencontrent le département pour un retour, mais que la commission n'en a pas été formellement informée, tout en relevant que les retours semblent globalement positifs.

Un député (LC) précise qu'Uniterre siège au comité d'AgriGenève en tant qu'invité permanent. Il rappelle que le secteur agricole est soumis à un salaire minimum spécifique, inférieur à celui d'autres branches, tout en étant intégré au cadre légal général. Il souligne que les travailleurs agricoles bénéficient notamment d'un logement à un tarif modéré et d'un temps de travail hebdomadaire de 45 heures, qu'il qualifie de plus bas en Suisse. Il indique que, dans le cadre de la motion, il souhaite savoir si l'état d'esprit positif évoqué par le département se reflète effectivement sur le terrain. Il mentionne avoir entendu des critiques concernant certaines remarques jugées inappropriées de la part de collaborateurs de l'OCAN et il demande si cet état d'esprit est bien transmis à l'ensemble du personnel.

M. de Montmollin répond par l'affirmative. Il indique que, lors de la diffusion de l'enquête menée par AgriGenève, de nombreux collaborateurs de l'OCAN ont été touchés, dans la mesure où leur travail pouvait apparaître remis en question. Il souligne toutefois que les collaborateurs de la direction de l'agriculture s'investissent fortement dans leurs missions. Il relève que le travail se poursuit et il insiste sur l'importance de disposer de cas concrets, qu'il juge plus utiles que des appréciations générales ou indirectes.

M. Walder précise que les rencontres ont notamment pour objectif d'apaiser les tensions. Il ajoute que, si des problèmes d'attitude sont identifiés, il est souhaitable qu'ils soient signalés afin de pouvoir cibler les situations concernées et d'y apporter des réponses adaptées. Il souligne la nécessité d'entrer dans le détail des cas. Il indique que, de manière générale, les retours internes font état d'une mobilisation importante en faveur du soutien au monde agricole, ainsi que d'efforts visant à sensibiliser les autres départements.

M. Sermet ajoute que, de manière générale, les collaborateurs adoptent une posture d'accompagnement, qui fait partie de l'« ADN » de l'OCAN. Il relève toutefois qu'il peut exister des situations d'interactions plus tendues, certains collaborateurs étant parfois confrontés à des interlocuteurs difficiles. Il estime néanmoins que, globalement, les relations se déroulent de manière satisfaisante.

Le président remercie le département du territoire pour le travail accompli ces derniers mois, notamment dans un contexte marqué par plusieurs crises

affectant le secteur agricole. Il revient sur la question soulevée par un député (Ve) concernant le logement du personnel agricole, en soulignant l'importance de pouvoir loger les travailleurs sur les exploitations. Il relève que cela permet notamment de limiter la pression sur le marché du logement cantonal et rappelle que ces logements sont souvent facturés à un tarif modéré, pouvant aller jusqu'à 345 francs par mois. Il indique, à titre d'exemple, qu'il loge l'ensemble de ses collaborateurs et que, sans cette possibilité, ceux-ci pourraient difficilement se loger compte tenu de leur niveau de salaire. Il souligne ensuite l'importance des réunions mises en place et exprime le souhait qu'elles se poursuivent. Il relève que les conclusions tirées jusqu'à présent mettent en évidence des incompréhensions des deux côtés, que le dialogue a permis de réduire. Il considère que la commission constitue un canal pertinent pour transmettre de manière informelle les doléances du monde agricole au département du territoire, tout en permettant un retour d'information vers les agriculteurs. Il demande au département si la motion, telle qu'amendée, lui convient ou s'il préfère son retrait ou son maintien sous une autre forme.

M^{me} Hislairé indique que, du point de vue du département, les invites initiales présentaient une certaine complexité. Elle précise que les amendements proposés visaient à simplifier le dispositif et à alléger la charge administrative, afin de permettre aux collaborateurs de l'OCAN de se concentrer davantage sur le travail de terrain avec les agriculteurs. Elle considère que, dans les faits, les invites ont déjà été réalisées au regard des actions entreprises. Elle explique que le rapport attendu consisterait principalement à présenter les démarches effectuées avec la commission et AgriGenève depuis le dépôt de la motion, en indiquant que les objectifs ont été atteints. Elle ajoute que le conseiller d'Etat entend poursuivre l'organisation de séances régulières, à raison de deux fois par an, avec la possibilité d'établir des ordres du jour en fonction des thématiques et d'associer les collaborateurs concernés du département. Elle souligne que la remontée rapide d'informations concrètes permet d'intervenir efficacement, de clarifier les situations et, le cas échéant, d'adapter les pratiques ou les comportements.

M. Walder indique que la dernière invite lui paraît la plus importante, en ce qu'elle vise à ancrer, en collaboration avec AgriGenève, un dispositif de veille permettant de recueillir des témoignages et des retours du terrain. Il estime que cette approche est plus pertinente qu'un rapport statique sur la situation existante, dès lors que le travail est déjà en cours. Il suggère, le cas échéant, de prévoir un rapport succinct et périodique, par exemple tous les deux ans, portant sur les éléments traités. Il précise que l'invite actuelle pourrait être interprétée comme impliquant la rédaction immédiate d'un rapport, ce dont il doute de l'utilité. En revanche, il considère qu'un suivi

régulier dans le temps serait plus pertinent. Il ajoute que, si la commission souhaite maintenir la motion, le département pourrait proposer une reformulation adaptée, tenant compte des actions déjà entreprises.

Le président indique que la commission a pris note de ces éléments et ne juge pas nécessaire de solliciter une reformulation du département à ce stade.

Un député (PLR) s'interroge sur la question de la sensibilisation des autres offices, moins directement concernés par les enjeux agricoles.

M. de Montmollin répond que cette sensibilisation existe déjà.

M. Walder précise que cette dynamique découle en grande partie de la motion et des réunions organisées. Il explique que celles-ci permettent d'identifier des problématiques concrètes et d'aller ensuite interpeller les offices ou départements concernés. Il souligne que la sensibilisation résulte de ce processus : lorsque des cas précis sont portés à la connaissance d'autres services, ceux-ci sont amenés à s'en saisir et à rechercher des solutions. Il ajoute que, si la commission souhaite inscrire explicitement cet objectif de sensibilisation dans la motion, cela lui paraît envisageable.

Discussion interne

M. Sirolli (1^{er} signataire) indique avoir repris les amendements proposés par le département du territoire et précise y avoir ajouté la mention suivante : « [...] ainsi que de mieux sensibiliser les offices peu en contact avec le monde agricole aux réalités et contraintes propres à ce secteur ».

Le président demande s'il y a des questions ou des propositions.

Une députée (PLR) considère que les auditions ont été très claires. Elle insiste sur la nécessité d'efficacité, en relevant que, si la décision est reportée, il faudra potentiellement reprendre les travaux ultérieurement.

Un député (LC) indique que l'amendement ainsi que les nouvelles invites lui conviennent. Il rappelle que, lors du dépôt de la motion, le contexte était marqué par une forte mobilisation du monde agricole. Il estime qu'aujourd'hui la situation s'est apaisée. Selon lui, la motion a rempli son rôle en permettant à l'administration de prendre en considération les griefs exprimés. Il mentionne notamment les récentes discussions liées à la crise viticole, au cours desquelles l'administration s'est engagée à trouver des solutions. Il relève que la version initiale de la motion avait été mal perçue par l'administration, alors que le dialogue instauré par la suite a permis une évolution positive. Il se déclare favorable à la nouvelle formulation des invites, qu'il juge plus constructive.

Un député (S) demande à M. Sirolli (1^{er} signataire) si sa proposition vise à remplacer les cinq invites initiales, en supprimant les trois premières pour ne

conserver que les deux dernières. Il souhaite savoir si cette approche repose sur l'idée que les trois premières invites ont déjà été satisfaites dans le cadre du processus engagé.

M. Sirolli (1^{er} signataire) confirme cette interprétation. Il estime que l'administration a déjà accompli le travail visé par les premières invites. Il souligne que la mise en place d'un dispositif de veille lui paraît pertinente et que l'intervention auprès de la Confédération constitue également un signal politique adressé au Conseil d'Etat en vue d'une action à ce niveau.

Une députée (Ve) demande à M. Sirolli (1^{er} signataire) si l'ajout proposé à la dernière invite fait référence aux doléances évoquées notamment par l'OCAN à l'égard de l'OAC.

M. Sirolli (1^{er} signataire) répond par l'affirmative.

M^{me} Hislaire indique que, à la lecture des invites modifiées, celles-ci correspondent aux échanges intervenus avec M. Walder ainsi qu'à l'esprit dans lequel le département s'est exprimé à la suite des contre-amendements. Elle considère que ces invites permettent de formaliser un accord sur la manière de travailler à l'avenir et de légitimer les interventions que le département du territoire pourrait être amené à effectuer auprès d'autres départements ou offices en lien avec les difficultés rencontrées par le monde agricole. Elle mentionne à titre d'exemple que, concernant le service cantonal des affaires vétérinaires, M. Maudet a lui-même souhaité rencontrer directement les interlocuteurs concernés avec ses équipes.

Un député (S) relève que le travail a déjà été largement accompli et il comprend la satisfaction exprimée par les milieux agricoles, ainsi que leur volonté de poursuivre les échanges. Il souligne l'importance de traiter les problématiques en amont et au cas par cas, en fonction des thématiques, y compris lorsque celles-ci ne relèvent pas directement de l'office cantonal de l'agriculture. Il indique que, si un consensus se dégage, il est favorable à un vote lors de la séance.

Le président demande si la commission est d'accord de procéder au vote de la motion lors de cette séance.

La proposition de vote immédiat est acceptée à l'unanimité des commissaires présents.

Votes

Le président met aux voix l'amendement de M. Sirolli :

invite le Conseil d'Etat :

- *à intervenir auprès de la Confédération, notamment dans le contexte des consultations de politique agricole, pour rappeler à l'autorité fédérale la nécessité d'agir en matière de simplification des dispositions administratives ;*
- *à examiner, en collaboration avec AgriGenève, la possibilité d'instaurer une « veille » permettant de recueillir les témoignages des difficultés administratives rencontrées par les agricultrices et agriculteurs dans le cadre de leurs activités, d'examiner en continu avec les offices concernés les éventuelles mesures correctives susceptibles d'être apportées, ainsi que de mieux sensibiliser les offices peu en contact avec le monde agricole aux réalités et contraintes propres à ce secteur.*

L'amendement est adopté à l'unanimité des commissaires présents.

Le président met aux voix la M 3011 ainsi amendée :

Oui : 13 (2 S, 2 Ve, 1 LJS, 1 MCG, 1 LC, 4 PLR, 2 UDC)

Non : –

Abstentions : 1 (1 S)

La M 3011 ainsi amendée est adoptée.

Catégorie de débat préavisée : III